

N° 288 / 2026

**ARRÊTÉ DE STATIONNEMENT
RUE DENFERT ROCHEREAU
En raison d'un déménagement**

Le Maire de CADENET,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles L 2212-1 à L 2212-5 ;

VU, le Code de la route et notamment ses articles R 417-10, R 325-1 et suivants ;

VU, le code Pénal et notamment son article R 610 – 5 ;

VU, le code de la voirie routière ;

VU, le livre V du code de la sécurité intérieure ;

VU, la demande d'autorisation formulée par Madame MAYET, pour son déménagement au numéro 21 rue Denfert Rochereau, effectué par la société DEMENAGEMENT OLIVIER, du jeudi 5 novembre 2026 08h00 au vendredi 6 novembre 2026 17h00 ; pour une durée de 2 jours calendaires ;

CONSIDÉRANT que les places destinées à accueillir le déménagement sont habituellement réservées au stationnement des véhicules ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter tout incident sur la voie publique ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Du jeudi 5 novembre 2026 08h00 au vendredi 6 novembre 2026 17h00; pour une durée de 2 jours calendaires ;

- La société DEMENAGEMENT OLIVIER est autorisée à faire stationner le véhicule nécessaire au déménagement de Madame MAYET sur une place de stationnement au numéro 21 rue Denfert Rochereau.
- La circulation est interdite rue Denfert Rochereau entre l'intersection avec la rue Marceau et la place du 4 septembre.

Article 2 : Cette autorisation est conforme à la réglementation en vigueur et mise en place par les bénéficiaires.

Article 3 : La signalisation est affichée par les services municipaux et enlevée dans les 48 heures. Au-delà, le maintien de la signalisation est à la charge des bénéficiaires.

Article 4 : Tout véhicule en infraction à l'article n°1 est considéré en stationnement gênant au terme de l'article R. 417-10 du Code de la Route. Le véhicule en infraction peut faire l'objet d'une mise en fourrière, en application de l'article R. 325-1 et suivants du Code de la Route.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet à compter de sa publication.

- D'un recours gracieux
 - Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux.
 - Soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux.
 - Soit à compter de l'expiration du délai de 2 mois après formulation du recours gracieux. En effet, le silence gardé par l'administration pendant 2 mois équivaut à un rejet implicite de la demande.
- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes.
- Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 : Madame le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CADENET le 7 octobre 2026

Le Maire,
Jean-Marc BRABANT

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'B' followed by a horizontal stroke.